



**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL
D'OFFRE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE**
En application de l'article L 2123-1, du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTON DU PATRIMOINE
SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE

OBJET DU MARCHE

**PLUM – RIMAP-NC – SITE DE VIEUX LAPIN
REFECTION DE LA ZONE DE BIVOUAC
COSI : 448431**

**Numéro de projet de marché
P25029**

Sommaire

ARTICLE 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION.....	4
1.1. - <i>Objet de l'opération</i>	4
1.2. - <i>Présentation du marché</i>	4
1.3. - <i>Descriptions sommaires des ouvrages</i>	4
1.3.1. - <i>Terrain d'emprise</i>	4
1.3.2. - <i>Ouvrages existants</i>	4
1.3.3. - <i>Ouvrages à réaliser</i>	4
1.4. - <i>Attestation de visite de lieux</i>	4
1.5. - <i>Nature des prestations</i>	4
ARTICLE 2. - REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES	5
2.1. - <i>Titulaire du marché</i>	5
2.2. - <i>Maitrise d'ouvrage</i>	5
2.2. - <i>Maîtrise d'œuvre</i>	5
2.3. - <i>Mode de communication</i>	5
ARTICLE 3. - SOUS TRAITANCE	6
3.1. - <i>Désignation des sous traitants en cours de marché</i>	6
ARTICLE 4. - REGLEMENTATION	6
4.1. - <i>Contrôles nominatifs et accès chantier</i>	6
4.1.1. - <i>Restrictions diverses</i>	6
4.1.2. - <i>contrôle nominatif</i>	6
4.1.3. - <i>contrôle des accès</i>	6
4.1.4. - <i>contrôle des véhicules</i>	7
4.2. - <i>Horaires</i>	7
ARTICLE 5. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
5.1. - <i>PIÈCES PARTICULIÈRES</i>	7
5.2. - <i>PIÈCES GÉNÉRALES</i>	7
ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	7
ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT	8
7.1. - <i>retenue de garantie</i>	8
7.2. - <i>avance</i>	8
PREARTICLE 8. - REGLEMENT DES COMPTES	8
8.1. - <i>Etablissement des états acompte</i>	9
8.2. - <i>Demandes de paiement final</i>	9
8.3. - <i>Décompte général – solde</i>	9
ARTICLE 9. - AJOURNEMENT – ARRET DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 10. - RÉSILIATION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 11. - VARIATION DE PRIX	10
11.1. - <i>TYPE DE VARIATION DES PRIX</i>	10
11.2. - <i>MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX</i>	10
11.3. - <i>CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE</i>	10
11.4. - <i>MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX</i>	10
ARTICLE 12. - DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 13. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 14. - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	11
14.1. - <i>mission securite et protection de la sante</i>	11
14.2. - <i>securite et protection de la sante des travailleurs</i>	11
14.3. - <i>prevention</i>	11
14.4. - <i>inspection du travail</i>	11
14.5. - <i>mesures d'ordre social – application de la reglementation du travail</i>	11
LE TITULAIRE REALISE LES PRESTATIONS AVEC DES SALAIRES REGULIEREMENT EMPLOYES AU REGARD DES ARTICLES LP 541-1 A 451-3 ET LP 461-1 A LP 461-7 DU CODE DU TRAVAIL DE NOUVELLE-CALEDONIE OU DE REGLES EQUIVALENTES DANS LES PAYS AUXQUELS ILS SONT RATTACHES. EN OUTRE, IL EST EN REGLE QUANT A SES OBLIGATIONS AU REGARD DES ARTICLES LP 473	11
ARTICLE 15. - PENALITES	11

ARTICLE 16. - REPRISE DES TRAVAUX EN CAS D'INSUFFISANCE	12
ARTICLE 17. - DROIT APPLICABLE ET LITIGES	12
17.1. - CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE	12
ARTICLE 18. - DOCUMENTS	13
18.1. - Documents techniques applicables au marché.....	13
18.2. - Pièces à fournir par le titulaire du marché	13
18.2.1. - Dès notification	13
18.2.2. - Pendant la période de préparation.....	13
18.2.3. - Pendant l'exécution des travaux	13
18.2.4. - Après achèvement des travaux.....	13
18.3. - Présentation de l'ensemble des documents	14
ARTICLE 19. - SUIVI DU CHANTIER.....	14
19.1. - Réunions avec le maître d'œuvre.....	14
19.1.1. - Période de préparation	14
19.1.2. - Pendant les travaux	14
19.2. - Points d'arrêts	14
ARTICLE 20. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION	14
20.1. - Matériaux	14
20.2. - Réservations et scellements	14
20.3. - Signalisation des chantiers et Balisage	14
20.4. - Installations de chantier	14
20.5. - Exécution des travaux	15
20.6. - Sécurité interne du chantier	15
ARTICLE 21. - PROTECTION DES OUVRAGES.....	15
ARTICLE 22. - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	15
ARTICLE 23. - SECURITE INCENDIE	15
ARTICLE 24. - NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER ET AVANT LA RECEPTION	15
ARTICLE 25. - ESSAIS ET CONTROLES	15
ARTICLE 26. - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16
ARTICLE 27. - OBJET DE LA SECTION.....	17
27.1. - Exécution des travaux	17
27.2. - Prescriptions générales.....	17
27.2.1. Principe d'aménagement	17
27.2.2. Prestations intellectuelles	17
27.2.3. Déboisement, dessouchage, Terrassement et évacuation des déblais.....	17
27.2.4. démolitions - déconstructions	17
27.2.5. réseaux secs et humides	18
27.2.6. ventilation des ouvrages.....	18
27.2.7. Ossatures – charpentes - couverture	18
27.2.8. Electricité – éclairage	18
27.2.9. PEINTURES	18
27.2.10. Ouvrages divers.....	18
27.2.11. Parking « extérieurs »	18
ARTICLE 28. - DESCRIPTIF	19
28.1. Repère 1 – Création carbet « soutien »	19
28.2. Repère 2 - Rénovation du bâtiment 002.....	19
28.3. Repère 3 - Bâtiment sanitaires	19
28.4. Repère 4 – carbet CUISINE.....	19
28.5. Repère 5 – bâtiment toilettes.....	19
28.6. Repère 6 -Zone technique	20
28.7. Repère 7 – zone de stockage	20
28.8. Repère 8 – zone eau sanitaire.....	20
28.9. Repère 9 – ancien bâtiment instructeurs.....	20
28.10. Repère 10 – carbet existant	21
28.11. Repère 11 – Parking « Extérieurs ».....	21
ARTICLE 29. - CONTROLES	21
29.1. Lors de la phase de préparation.....	21
29.2. En phase chantier	21

Dispositions générales

ARTICLE 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. - OBJET DE L'OPERATION

Le site de vieux lapin est un site opérationnel permettant l'aguerrissement des troupes des FANC. Ce site, particulièrement vieillissant, nécessite une réhabilitation et une remise à niveau afin de permettre un accueil des troupes dans des conditions de rusticité élevée. Aucun ouvrage de confort particulier n'est demandé au titre de cette opération.

Le présent marché a pour objet la réhabilitation de la zone de bivouac du site de vieux lapin.

1.2. - PRESENTATION DU MARCHÉ

Le marché est un marché unique exécuté en une seule phase de travaux. Ladite opération sera réalisée en site inoccupé pendant la phase travaux par les Forces Armées en Nouvelle Calédonie. Le chantier sera donc clos et indépendant.

1.3. - DESCRIPTIONS SOMMAIRES DES OUVRAGES

1.3.1. - TERRAIN D'EMPRISE

L'ensemble des travaux est localisé sur le site de vieux lapin, localisé le long de la rivière des pirogues.

1.3.2. - OUVRAGES EXISTANTS

Une plateforme stabilisée comportant un parking et quelques ouvrages existants, devra être réaménagée.

1.3.3. - OUVRAGES À RÉALISER

La nature des travaux se présente de la manière suivante et comprend les réalisations conformément aux normes, DTU et réglementations en vigueur des éléments suivants :

- Terrassement des zones nécessaires
- Mise en place d'un éclairage public photovoltaïque sur un mât
- Déconstruction du bâtiment encadrement en ne laissant que la dalle. En option la création d'un carbet métallique sur la dalle
- Rénovation du bâtiment 002 (bâtiment soutien)
- Création d'un carbet au-dessus des 3 dalles où sont actuellement positionnées les tentes. En option : création d'un muret de 1,10m de haut
- Le réaménagement du bâtiment douches/lavabos ou la déconstruction de l'existant et la construction d'un bâtiment neuf
- La construction d'un carbet « cuisine »
- L'aménagement d'une zone de stockage
- La construction de toilettes et d'urinoirs
- La création de réseaux électriques, d'eau sanitaire et d'eaux usées, y compris le stockage des eaux
- En option, l'extension du parking
- La remise en état du site.

L'entrepreneur devra faire tenir un cahier de chantier dans lequel seront consignés les comptes rendus d'activité journaliers de chantier, les observations effectuées en cours de travaux. Ce cahier sera toujours à la disposition du Moe et remis au Moe à la fin des travaux.

1.4. - ATTESTATION DE VISITE DE LIEUX

Elle est **obligatoire** et fait l'objet d'une attestation de visite remise avec l'offre.

L'absence de cette attestation est une cause de rejet automatique de l'offre.

Une visite des lieux unique est fixée au **05/08/2025 à 09h30 sur site**.

Préalablement à cette visite, les candidats devront prendre contact au plus tard le 31 juillet,

L'entrepreneur ne pourra arguer après remise de son prix, en cours de travaux, aucune réserve et mauvaise connaissance des lieux.

1.5. - NATURE DES PRESTATIONS

Le présent CCP décrit le résultat à atteindre, avec deux critères principaux : maîtrise des coûts, rusticité et efficacité du livrable. En conséquence, une grande latitude est laissée au titulaire pour proposer un projet respectant ces critères, qui seront appréciés lors de l'analyse des offres.

Le marché s'entend fourniture et pose pour toutes les prestations et travaux nécessaires à l'exécution des travaux.

Le titulaire du marché est réputé prendre en compte dans son offre toutes les sujétions nécessaires à la réalisation des ouvrages, inclus tous les travaux préparatoires de terrassement, de démolition et d'évacuation des déblais et déchets, et ne pourra se prévaloir de travaux en augmentation à ce titre.

ARTICLE 2. - REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1. - TITULAIRE DU MARCHE

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/TVX, le responsable physique du marché et son suppléant sont désignés à l'article 3.9 de l'Acte d'Engagement dès la remise de l'offre du candidat.

Il est l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/TVX, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'accord écrit de l'acheteur préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

2.2. - MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître de l'ouvrage est l'Etat – Ministère des Armées – Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID Nouméa) représenté par le Directeur d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

2.2. - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de la section ingénierie de la maintenance, qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement et a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en un exemplaire au titulaire par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (mail) ; Le titulaire renvoie immédiatement l'exemplaire original après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel).

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part du titulaire, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de la réserve au maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DOE) sont à la charge du titulaire.

2.3. - MODE DE COMMUNICATION

En complément de l'article 3.1 du CCAG/TVX, toute décision ou communication du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, à l'exception des demandes d'intervention, sera transmise directement par le Maître d'Ouvrage ou son représentant via un ordre de service (OS). Cet OS pourra être notifié par courrier électronique (NACRE ou tout autre moyen permettant d'avoir une traçabilité de la date et heure d'envoi) avec accusé de réception.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail sous un jour ouvré de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé / férié est réalisé lors du premier jour ouvré suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service avec réserve : le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique ou contre récépissé. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté l'ordre de service considéré.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG/TVX un ordre de service est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément à l'article 2.3 du CCAP.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les motiver et les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'OS, sous peine de forclusion, ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

ARTICLE 3. - SOUS TRAITANCE

3.1. - DESIGNATION DES SOUS TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations réalisées au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG TVX, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fournit au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le cotraitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TGC)
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation)
- Un extrait Kbis
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Un RIB ou RIP
- Une caution bancaire s'il n'est pas en paiement direct
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant

ARTICLE 4. - REGLEMENTATION

4.1. - CONTROLES NOMINATIFS ET ACCES CHANTIER

4.1.1. - RESTRICTIONS DIVERSES

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite. Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

4.1.2. - CONTRÔLE NOMINATIF

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte, pour chaque personne, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, le maître d'œuvre exige, à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salarié(s), sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

4.1.3. - CONTRÔLE DES ACCÈS

Le contrôle d'accès est réalisé au poste de sécurité à l'entrée du site par présentation de la carte d'identité et vérification par le gardien que le personnel figure sur la liste agréée. Tout le personnel des entreprises perçoit un laissez-passer individuel conforme aux conditions d'accès du site du chantier ; ce badge d'accès est restitué en fin de journée ou en fin de chantier, selon les conditions d'accès propres à chaque organisme.

Pour les travailleurs étrangers, le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Nouvelle-Calédonie conformément au chapitre II du code du travail.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire supporte toutes les conséquences qu'entraîne tout refus de laissez-passer que les services compétents ont jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

4.1.4. - CONTRÔLE DES VÉHICULES

Le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur la liste des véhicules privés amenés à accéder dans l'emprise militaire. Pour certains sites, des contraintes aux véhicules et aux règles particulières de circulation qui sont spécifiées pendant la période de préparation

4.2. - HORAIRES

Le chantier étant considéré comme clos et indépendant, le titulaire pourra appliquer les horaires de travail qu'il souhaite, en accord avec la réglementation locale. Le chantier sera fermé les week-ends.

COORDINATION AVEC BUREAU TIRS

ARTICLE 5. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TVX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

5.1. - PIÈCES PARTICULIÈRES

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Planning d'exécution mis au point par le maître d'œuvre durant la période de préparation et ses éventuelles mises à jour en cours de chantier, en l'absence de validation, le calendrier joint au dossier de consultation des entreprises
- Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes
- Les éléments de décomposition de l'offre financière :
 - ☐ Le **EPF** (état des prix forfaitaires)
 - ☐ Le **DE** (détail estimatif)
 - ☐ Le **DQE** (détail quantitatif estimatif)
 - ☐ Le **DPF** (détail des prix forfaitaires)
 - ☒ La **DPGF** (décomposition de prix globale et forfaitaire)
- Les actes spéciaux de sous-traitance (postérieurs à la notification du marché)
- Le mémoire technique

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

5.2. - PIÈCES GÉNÉRALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 10.2 du présent CCP :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire travaille avec l'ensemble des textes réglementaires et des normes en vigueur régissant ses activités liées directement ou indirectement aux prestations définies. Il les a impérativement en sa possession.

ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Il appartient à l'entrepreneur d'apprécier l'importance et la nature des travaux grâce à ses connaissances professionnelles.

L'entrepreneur ne pourra donc pas arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou l'omission, pour refuser d'exécuter dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations.

L'entrepreneur aura étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser.

Ainsi, une omission sur le plan ou sur le devis descriptif, ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tel qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits.

Sauf stipulation contraire, le fait de devoir la pose entraînera la fourniture et le raccordement (si nécessaire) du matériel donné.

Il appartiendra à l'entrepreneur de signaler en temps utile et obligatoirement avant la remise d'offres les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires à qui de droit.

L'entrepreneur est réputé avant la remise des offres, avoir pleine connaissance :

- De tous les documents utiles à la réalisation des travaux.
- Des sites des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages.
- De tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT

7.1. - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

7.2. - AVANCE

Dans les conditions de l'article R 2191-3 et suivants du code de la commande publique et, conformément au décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire à hauteur de 30 % du marché initial (parties forfaitaires), TGC comprises.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 28 jours à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant de commencer.

Conformément au décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial TGC incluse du marché et est terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

PREARTICLE 8. - REGLEMENT DES COMPTES

La réglementation de la comptabilité publique appliquée par la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie (DFIP-NC), comptable assignataire des demandes de paiement présentées par la DID-NMA et validées par la direction du commissariat d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie (DICOM-NC), dispose qu'une créance, pour être recevable, répond à deux critères essentiels, sous peine d'être rejetée au moment de la comptabilisation, sans possibilité de mise en paiement.

1er critère : la valeur probante d'une créance, est validée par les deux seuls modes de transmission suivants :

- Format dématérialisé déposé sur le portail internet « Chorus-Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr>

2ème critère : les informations obligatoirement présentes à minima sur toute créance. Pour permettre le rapprochement d'une créance, de manière certaine et indiscutable, à la commande publique l'ayant généré, il est impératif que les mentions suivantes figurent clairement sur le document de facturation (* mentions obligatoires) :

- Code service exécutant (SE) : D041170986 (code unique) ;
- N° d'engagement juridique (EJ) : code à 10 chiffres ;
- Référence de marché ou MAPA : type « M(APA).AA.L4.XXXXXXXXX » (AA = année : « 25 » pour 2025) ;
- Référence de commande le cas échéant : type XXX/AAAA (XXX = n° d'ordre sur l'année ; AAAA = année) ;
-
- Référence de fraction de marché le cas échéant : tranches (TF, TO1, ...) ou forfaits (OS1, OS2) ;
- Signature du titulaire/mandataire/cotraitant ;
- *Date de réception par le maître d'œuvre ;
- *Montant global HT du projet de décompte, tous bénéficiaires confondus ;
- Le(s) taux de TGC applicable(s), avec base de calcul pour chaque taux ;
- Fiche de situation du détail des prestations, datée et signée ;
- Découpage éventuel du montant HT par sections techniques ;

- Part éventuelle du montant HT à régler globalement aux seuls sous-traitants admis au paiement direct ;
- Part éventuelle du montant HT à régler respectivement à chaque cotraitant ou sous-traitant à paiement direct.

8.1. - ETABLISSEMENT DES ETATS ACOMPTÉ

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en un (01) exemplaire conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

8.2. - DEMANDES DE PAIEMENT FINAL

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/TVX, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG/TVX.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/TVX, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/TVX, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 55 dans un délai de 45 jours.

8.3. - DECOMPTÉ GENERAL – SOLDE

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG/TVX lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG/TVX ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG/TVX.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si, dans un délai de 10 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/TVX.

ARTICLE 9. - AJOURNEMENT – ARRÊT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 53 du CCAG TVX, l'ajournement ou l'arrêt de l'exécution des travaux ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 10. - RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG/TVX est signé électroniquement.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG TVX le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

ARTICLE 11. - VARIATION DE PRIX

11.1. - TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

11.2. - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG TVX. Elle peut être indiquée sur la page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro », par dérogation à l'article 9.4.1 du CCAG TVX, les prix sont révisibles selon les modalités définies ci-après.

11.3. - CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE

Les indices (BT, TP et ingénierie) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie.

BT 21

Les dispositions générales (DG) ne sont pas soumises à révisions, ni actualisations de prix.

Les index (BT, TP) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie (www.isee.nc).

Par dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités de dédit ou d'attente.

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux primes d'avance.

11.4. - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times I_n / I_0]$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution ;
- le mois « n » étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux ;
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée

ARTICLE 12. - DELAIS D'EXECUTION

Les travaux sont exécutés dans le délai de 4 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer, hors 2 mois de période de préparation.

ARTICLE 13. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution peut également résulter d'une décision du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 2 jours ouvrés. Ils ne sont valables que pour les travaux effectués en extérieur.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de

chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité. Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 90km/h	1 pointe
Pluie	20 mm/jour	5 jours consécutifs
Température	40°/jour	5 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Météo Nouvelle Calédonie de PLUM

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 14. - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

14.1. - MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le nom du titulaire de la mission SPS sera communiqué ultérieurement

14.2. - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG TVX, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements applicables à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail en vigueur sur le site.

14.3. - PREVENTION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ci-annexée et s'engage, pour ce qui le concerne ainsi que pour les intervenants de son fait, à s'y conformer.

Un plan de prévention annuel est établi en liaison avec le bureau prévention - maîtrise des risques de chaque organisme soutenu, qui pourra être convoqué par l'acheteur pour aider à la compréhension de son plan et s'assurer de sa bonne application.

La signature du plan de prévention par le titulaire et les autres intervenants (cotraitants ou sous-traitants) intervient au plus tard, pour la première période du marché un (1) mois après la signature du marché.

14.4. - INSPECTION DU TRAVAIL

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN 75015 PARIS – cedex

14.5. - MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire réalise les prestations avec des salariés régulièrement employés au regard des articles Lp 541-1 à 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du code du travail de Nouvelle-Calédonie ou de règles équivalentes dans les pays auxquels ils sont rattachés. En outre, il est en règle quant à ses obligations au regard des articles Lp 473

ARTICLE 15. - PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, les pénalités sont dues dès le 1^{er} franc sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/TVX, les pénalités sont dues jusqu'à 25% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/TVX, les dispositions ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

Tout jour **calendaire** entamé ou heure débutée est comptabilisé.

NATURE	MONTANT journalier en FCFP
Retard dans la période de préparation (documentation technique pour visa, planning d'approvisionnement et d'exécution,...)	10 000
Réunion (15 minutes de retard)	10 000
Absence à réunion	30 000
Non repliement des installations	20 000
Dol ou tromperie sur une marchandise	10 000
Non remise des informations et/ou pour la rédaction des plans de préventions	40 000
Non remise des listes du personnel et/ou habilitation	30 000
Non-respect des règles H.S.C.T. définies dans les plans de prévention (sur simple constatation d'un CPRP / Personnel témoin)	10 000 / constatation
Clause environnementales (absence de bennes, brûlage, absence de tri...)	25 000
Défaut de balisage – non-respect de la sécurité ou de propreté des lieux	20 000
Pénalité pour non réalisation des CPR	6 000
Sous-traitance non déclarée	1/1000 ^{ème}
Retard de remise de document (durant la PP, durant et après l'exécution des travaux)	10 000 / j / doc
Levée des réserves (non effectuée)	12 000
Retard dans la fourniture du DOE	50 000
Non fourniture du DOE	1 000 000 (forfaitaire)

ARTICLE 16. - REPRISE DES TRAVAUX EN CAS D'INSUFFISANCE

Si au cours des travaux le titulaire se trouvait dans l'impossibilité de continuer les travaux objets du présent CCP le ou les ouvrages seront repris au frais et risques de l'entreprise.

ARTICLE 17. - DROIT APPLICABLE ET LITIGES

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise recours à la médiation.

17.1. - CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE

Le présent marché est soumis au seul droit français.

En cas de différend entre le titulaire et le maître d'œuvre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TVX.
En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie – Résidence CARCOPINO 3000- 85 rue de Charles de Gaulle – BP Q3 – 98 851 NOUMEA
Cedex – Tél : 25.06.30 – Fax : 25.06.31 – Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 18. - DOCUMENTS

18.1. - DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Le présent descriptif.

Les documents cités dans chaque article.

Les documents ou croquis joints au marché sont les suivants :

Annexe 1	Principe projet
Annexe 2	Photos de l'existant

Les croquis fournis ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de fournir des plans et des notes de calcul détaillés qui seront approuvés par le maître d'œuvre.

18.2. - PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché.

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et les documents qui auront été visés par le maître d'œuvre.

18.2.1. - DÈS NOTIFICATION

- CPR (contrôle primaire)

18.2.2. - PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

- Plans d'installation du chantier.
- Programme d'exécution des travaux.
- Les actes spéciaux s'il y a sous-traitance.
- Fiches techniques, marques, type, provenance des matériaux et produits employés.
- Plans, dessins, notes, renseignements nécessaires ou jugés nécessaires par le maître d'œuvre à l'exécution des travaux.
- Plans d'exécution des ouvrages de structure.
- Les plans d'exécution détaillés de tous les équipements spécifiques.

Ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre.

Les plans et notes de calculs et le planning d'exécution seront fournis pour Visa du Maître d'Œuvre, pendant la période de préparation.

Les documents technico-commerciaux seront fournis pour acceptation.

18.2.3. - PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les ordres de service et tous autres documents jugés nécessaires et demandés par le maître d'œuvre.

TRAVAUX NON PRÉVUS

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

18.2.4. - APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Il sera fourni au maître d'œuvre :

- les notices techniques et la nomenclature des pièces de tous les matériels.
- les notices de maintenance de tous les matériaux et matériels installés dans le cadre du présent marché
- les PV d'essais, certificats, agréments, garanties, vérifications ...

- **le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)** en deux exemplaires comportant les plans et les schémas d'exécution certifiés conformes à la réalisation des installations.

La non fourniture des documents précisés ci dessus fera l'objet de pénalités définies dans le présent document.

18.3. - PRESENTATION DE L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS.

En période de préparation :

- Le titulaire doit la présentation de l'ensemble des documents définis ci-dessus y compris les plans d'exécutions et d'implantation fournit au DCE.

A la réception :

- Les documents demandés seront communiqués en format numérique

ARTICLE 19. - SUIVI DU CHANTIER

La coordination et le suivi de chantier est à la charge du titulaire du présent marché et comprend au minimum les prestations suivantes :

19.1. - REUNIONS AVEC LE MAITRE D'OEUVRE

Le procès-verbal (PV) de réunion sera établi par le maître d'œuvre sur le site des travaux.

19.1.1. - PÉRIODE DE PRÉPARATION

Réunion **hebdomadaire** (voir tous les 15 jours) avec le titulaire.

Le maître d'œuvre pourra demander lorsqu'il le juge nécessaire la présence des sous-traitants.

19.1.2. - PENDANT LES TRAVAUX

Réunion hebdomadaire avec le titulaire, jour à définir

Le maître d'œuvre pourra demander lorsqu'il le juge nécessaire la présence des sous-traitants.

19.2. - POINTS D'ARRÊTS

Le maître d'œuvre fixera les points d'arrêts en phase de préparation de chantier dès connaissance du planning d'exécution.

ARTICLE 20. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

La coordination et le suivi de chantier sont à la charge du titulaire du marché.

20.1. - MATERIAUX

Tous les matériaux utilisés seront conformes aux spécifications de qualité définies par les documents techniques et normes en vigueur lors de la réalisation des travaux.

Ils seront dans tous les cas de la meilleure qualité dans chaque catégorie demandée et devront faire l'objet d'un agrément du Maître d'œuvre, **avant emploi**. Dans le cas contraire, le titulaire devra la dépose l'enlèvement et le remplacement par un matériau ou matériel agréé par le maître d'œuvre, à ses frais.

20.2. - RESERVATIONS ET SCELLEMENTS

Les réservations, percements et trous pour scellements sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

20.3. - SIGNALISATION DES CHANTIERS ET BALISAGE

Le titulaire du marché aura à sa charge les interdictions d'accès pour les zones de travaux condamnées. A cet effet, des barrières fixes et des rubans bicolores (rouge et blanc) devront être mis en place.

Le balisage sera réalisé par une signalisation adaptée à l'avancement du chantier. Il comprendra toutes les dispositions habituelles (panneautage d'interdiction, rubalise, fléchage d'accès au chantier...) mais également toutes les préconisations imposées par le maître d'œuvre en cours de chantier.

Tout manquement sera sanctionné.

20.4. - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le titulaire devra fournir au maître d'œuvre la liste de ses installations de chantier, les plans et toutes les précisions nécessaires. L'entrepreneur ne bénéficiera pas de facilité telle que locaux à disposition, restauration, sanitaire, fluides (Eau et électricité) etc...

Elle comprendra notamment la mise en place de sanitaires (1 WC chimique par groupe de 10 ouvriers et un point d'eau sanitaire et régulièrement nettoyés et approvisionnés), la mise en place d'une poubelle avec couvercle vidée régulièrement.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer au titulaire de prendre des mesures complémentaires. En cas de non application, les pénalités seront prononcées.

Le titulaire du marché aura à sa charge, notamment l'amenée et le repli du matériel, ainsi que la remise en état des lieux en fin de travaux (le terrain sera nivelé et propre, la boue sera évacuée). Les aires stabilisées seront remises en état. Le lieu d'implantation sera défini lors de la période de préparation. L'aire d'installation de matériels et de stockage de matériaux sera mise à disposition de l'entreprise en accord avec le maître d'œuvre.

Le titulaire aura à sa charge la fourniture d'eau et d'électricité nécessaires à l'exécution des travaux.

20.5. - EXECUTION DES TRAVAUX

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les éventuelles notes de calculs et les plans au visa du maître d'œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité de l'entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

20.6. - SECURITE INTERNE DU CHANTIER

L'entrepreneur est responsable de la sécurité sur le chantier et doit prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour prévenir les accidents. Le personnel possédera un équipement de protection individuel (chasubles, gants, casque, chaussures de sécurité, etc. ...).

En cas d'accident sur le chantier, le chef de chantier prendra les dispositions nécessaires et préviendra le maître d'œuvre le plus rapidement possible. En cas d'urgence, s'orienter vers les services de secours civils (15 ou 18).

ARTICLE 21. - PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire a la charge de la protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Tout équipement, objet ou élément de construction sera remplacé en cas de détérioration sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 22. - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Tous les déchets de chantier seront évacués et triés sur la zone installée sur l'emprise du chantier conformément aux spécifications données par le maître d'œuvre. Ils sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 23. - SECURITE INCENDIE

La sécurité des personnes devra être un souci majeur du titulaire du marché. L'accès aux véhicules de secours des zones de travaux devra être possible à tous moments des travaux.

Il devra désigner par zone de travaux un responsable assurant à tous les arrêts de travaux le contrôle des mesures de sécurité.

ARTICLE 24. - NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER ET AVANT LA RECEPTION

Le titulaire du lot a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiat des ouvrages concernés :

Pour ce qui concerne le nettoyage durant la période de travaux :

- Le titulaire doit assurer le nettoyage complet du chantier au moins une fois par semaine. Ce nettoyage comprend le ramassage de tous les débris, quels qu'ils soient aux abords, zones de stockage, parties communes, bungalow, zones de travaux, etc..
- Le rangement des matériaux et matériels pouvant joncher sur l'aire des travaux.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception :

- Le titulaire doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés.

En outre le titulaire devra la fourniture, la mise en œuvre et l'entretien des différents dispositifs de protection collective.

Le titulaire s'engage à ce qu'aucune substance polluante, utilisée pour ses interventions ou tout matériau souillé par ces substances, ne soit jetée à terre ou dans les réseaux. Il fait sienne l'élimination légale de ces substances et matériaux souillés par des entreprises agréées. Les chiffons et autres substances sont éliminés par le titulaire selon la réglementation applicable. Il fournira le cas échéant une copie du bordereau d'élimination et suivi des déchets (BSD) au service de la DID.

ARTICLE 25. - ESSAIS ET CONTROLES

Les essais et contrôles porteront sur le bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements de l'aire de jeux. Ces essais seront un préalable pour la réception de l'ouvrage et devront être concluants.

ARTICLE 26. - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après

ARTICLE CCAP	ARTICLE CCAG TVX
2.1	3.4
2.1	3.4.1
2.3	2
3.1	3.6
5	4.1
8.2	12.3.2
8.2	55
8.3	12.4.2 / 12.4.4
9	53
10	50.4
11.2	9.4.4 et 9.4.1
11.3	10.6 et 19.4
13	18.2.1
15	19.1 / 19.2 / 19.3
17.2.3	14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4

Dispositions techniques

ARTICLE 27. - OBJET DE LA SECTION

Les présentes dispositions fixent les modalités techniques à respecter pour l'exécution des travaux.
Le titulaire du marché réalisera l'aménagement du site de vieux lapin à PLUM

27.1. - EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux comprennent :

- **Installation du chantier** (dont adaptation des sols, piquetage des terrassements et évacuation des déblais) avec la mise en place de clôtures (type HERAS) tout autour du chantier,
- **L'exécution des travaux** selon les indications fournies dans ce document et selon la proposition retenue dans l'offre du titulaire avec sécurisation lors des phases d'arrêt de chantier,
- Le contrôle de toutes les phases avec **inscriptions sur registre**
- La remise en état du site.
- Les installations de chantier et son repliement ainsi que le nettoyage journalier du chantier et la remise en condition du site. Des poubelles devront être mises en place pour la durée du chantier et vidées régulièrement.

24.2 - PRESCRIPTIONS GENERALES

24.2.1. PRINCIPE D'AMÉNAGEMENT

Les documents fournis en annexe 01 ont vocation à donner au titulaire des pistes quant au résultat à atteindre. Le titulaire a toute latitude pour proposer l'offre qu'il juge la plus pertinente en respectant les exigences fonctionnelles du descriptif. Le livrable attendu consiste en la rénovation du bâtiment 002 abritant la salle radio, l'infirmierie et la salle de réunion, l'aménagement de la zone afin d'accueillir dans des conditions rustiques environ 45 personnes (couchage sous carbet, douches, lavabos, coin cuisine, zone de stockage), et des toilettes pour l'ensemble des personnes présentes sur le site, soit jusqu'à environ 110 personnes.

L'aménagement proposé ne devra en aucun cas gêner l'accès menant à la rivière en contrebas.
Les photos de l'existant fournies en annexe 2 donnent une idée du niveau de rusticité attendu.

24.2.2. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Le titulaire inclura à son offre l'ensemble des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation des travaux (relevés topographiques, études diverses, etc.)

24.2.3. DÉBOISEMENT, DESSOUCHAGE, TERRASSEMENT ET ÉVACUATION DES DÉBLAIS

Le titulaire inclura l'ensemble des travaux de déboisement, dessouchage et de terrassements nécessaires à la réalisation des ouvrages. L'évacuation des déblais et déchets sera incluse.

Le titulaire s'assurera que les travaux de terrassement prennent en compte les évacuations d'eaux pluviales de l'ensemble de la zone, particulièrement le merlon-fossé en arrière des 3 dalles existantes qui sera repris si nécessaire. Les travaux réalisés ne devront pas engendrer d'accumulation d'eaux pluviales, même en cas de fortes pluies.

24.2.4. DÉMOLITIONS - DÉCONSTRUCTIONS

Le titulaire est tenu de réaliser les déconstructions ou démolitions nécessaires à la réalisation des ouvrages prévus au marché. En particulier :

- Déconstruction soignée de l'ensemble des superstructures du bâtiment 3, en conservant la dalle (repère 9) ;
- Déconstruction de la surtoiture au-dessus des containers et de l'ancienne structure métallique qui supportait le réservoir d'eau à l'arrière ;
- Déconstruction de la couverture et de la charpente du bâtiment 002 (repère 2) ;
- Démontage des 3 tentes et retrait des sacs à terre (repère 1) ;
- Démolition des toilettes existantes (repère 11)

24.2.5. RÉSEAUX SECS ET HUMIDES

Un réseau électrique sera créé, devant assurer l'alimentation de l'ensemble des équipements du site (surpresseurs, 1 climatisation, éclairage et PC).

Un réseau d'adduction d'eau sanitaire (AE non potable) permettra d'alimenter les installations sanitaires. Un second réseau sera créé permettant d'alimenter le bloc toilettes à partir de la rivière. Il n'y aura pas d'ECS sur le site.

Le titulaire devra la fourniture d'un réseau EU-EV, en s'assurant du respect du fil d'eau en tous points du réseau jusqu'à la cuve toutes eaux. L'offre proposée devra particulièrement détailler la prise en compte des EU-EV.

24.2.6. VENTILATION DES OUVRAGES

Situé en pleine forêt, le site est particulièrement humide. L'offre devra prendre en compte cette contrainte et y apporter une réponse. Les ouvrages devront être parfaitement ventilés. Le bâtiment 002 devra notamment être traité en conséquence.

Le titulaire devra également la création de ventilations sur les 3 TC20, de 50 dm² au minimum, avec la pose de grilles anti insectes.

24.2.7. OSSATURES – CHARPENTES - COUVERTURE

L'ensemble des ouvrages à créer seront métalliques. Ils devront être dimensionnés pour être aux normes anticycloniques.

Les couvertures seront en 1 pan en bac nervuré en acier.

Les ossatures (carbets) et charpentes seront en acier galvanisé à chaud. L'assemblage se fera par soudure ; une galvanisation à froid sera ensuite appliquée sur la soudure. Les couvertures finies devront avoir un débord de 60 cm au droit de chaque ouvrage. Ce débord sera de 1,2m en façade avant des ouvrages correspondant aux repères 1 à 5, 7 et 9.

Des chéneaux avec descentes d'EP seront à créer en façade des ouvrages décrits aux repères 1 à 5.

24.2.8. ELECTRICITÉ – ÉCLAIRAGE

L'ensemble des PC, interrupteurs, tableaux électriques et boîtes de dérivation dues au marché seront posées à 1.1m de hauteur minimum par rapport au sol.

L'ensemble des équipements seront au minimum de classe IP 55 (y compris les éclairages).

Les éclairages des ouvrages décrits aux repères 2,3 et 4 devra assurer un niveau d'éclairement minimal de 300 lux en tous points au niveau du sol. L'éclairage des toilettes sera de 200 lux. Les zones de bivouac et techniques (1, 6, 8, 9, 10) devront avoir un niveau minimum de 150 lux.

Trois spots lumineux avec commande indépendante seront mis en place afin d'éclairer la zone de manœuvre centrale. Le premier sera positionné au niveau du carbet cuisine, les deux autres seront en façade du bâtiment 002.

Enfin, le titulaire devra l'installation d'un lampadaire led solaire autonome de 60 W, y compris plot de fondation et toutes sujétions. La hauteur du lampadaire en bout de crosse sera de 6 mètres minimum au-dessus du sol. L'autonomie de l'installation devra permettre un fonctionnement minimal de 36 heures à pleine charge, et un temps de charge compris entre 6 et 8 heures. Le lampadaire sera équipé d'un contrôleur de type MPPT.

24.2.9. PEINTURES

Les offres incluront l'ensemble des peintures nécessaires, plus particulièrement les peintures de l'ensemble des élévations verticales (murs, cloisons, etc.), des menuiseries métalliques et bois.

24.2.10. OUVRAGES DIVERS

Il sera proposé en options :

- La réalisation d'un ouvrage métallique pour faire des tractions en acier galvanisé, profil IPN et tube rond ;
- La réalisation d'un ouvrage similaire pour les abdominaux ;
- La fourniture pose d'un portique pour corde à grimper de 6,5 mètres de haut ;
- La création en zone arrière du bivouac de 3 aires de feu en béton de 2x2m, 5 cm d'épaisseur.

24.2.11. PARKING « EXTERIEURS »

En option, le parking destiné aux personnels extérieurs devra être agrandi, en terrain stabilisé, d'une surface de 150 m² en plus de l'existant. Le déboisement et la préparation de la zone de cette aire aménagée est à inclure.

ARTICLE 28. - DESCRIPTIF

25.1. REPÈRE 1 – CRÉATION CARBET « SOUTIEN »

Le titulaire devra l'extension des 3 dalles existantes sur une largeur de 1 mètre en façade arrière (côté merlon). Vérifier si les dalles doivent être surélevées.

Une structure de type « carbet » unique sera posée au-dessus des 3 dalles. Chaque dalle disposera d'un éclairage indépendant et de 2 PC.

En option 1, l'entrepreneur proposera la réalisation d'un muret de 1,1 m de hauteur ceinturant chaque dalle, avec une ouverture de 1,5 m à l'avant et à l'arrière.

25.2. REPERE 2 - RÉNOVATION DU BÂTIMENT 002

Les travaux de ce bâtiment comprennent :

- Dépose de la couverture, de la charpente, et des châssis vitrés existants ;
- Traitement des soubassements contre l'humidité ;
- Révision des portes métalliques existantes (à minima redressement, changement cylindre et poignées, ajout d'une 3^{ème} paumelle, traitement anticorrosion, sous couche et peinture) ;
- Pose d'une charpente et couverture avec isolation ;
- Pose de fenêtres à jalousie en remplacement des châssis vitrés déposés, d'une hauteur minimum de 65 cm (y compris les modifications de maçonnerie nécessaires). Les vitrages seront en verre dépoli ;
- Pose de grilles de ventilation ou de tourelles d'extraction d'air en toiture, y compris toutes sujétions ;
- Pose d'une paillasse en béton dans la salle radio et d'une seconde dans l'infirmerie ;
- Pose de 5 PC en salle radio et en salle de réunion, 3 PC dans l'infirmerie, 1 climatisation split de 6 000 BTU dans l'infirmerie, éclairage dans toutes les pièces ;
- Peintures intérieures, extérieures et peinture de sol.

25.3. REPERE 3 - BÂTIMENT SANITAIRES

Le bâtiment existant pourra être adapté ou démoli au choix de l'entreprise. Dans le cas où il serait adapté, le titulaire devra la reprise de l'ensemble des maçonneries, charpente et couverture, réseaux de distribution d'eau et eaux usées

Le livrable attendu pour ce bâtiment est :

- Création de 5 douches. Parois et portes de douches en panneaux stratifiés de 8mm d'épaisseur. 1 robinet eau froide avec flexible de douche et porte savon dans chaque douche ;
- Pose de 4 lavabos doubles type collectivité à l'intérieur, et 2 lavabos supplémentaires à l'arrière en extérieur ;
- A l'emplacement de la dalle existante à l'arrière du bâtiment 001 existant : pose de 2 douches sur portique type douche de plage.
- Le bâtiment comprendra enfin un local fermé avec une porte acier à serrure, ventilé et comportant les branchements pour deux machines à laver.
- Pose en applique à l'extérieur d'un robinet de puisage.

25.4. REPÈRE 4 – CARBET CUISINE

Création d'un carbet cuisine comprenant :

- 1 local en maçonnerie fermé avec ventilation naturelle, 1 fenêtre à jalousie en verre dépoli de 1m² minimum, porte en acier de 93 cm avec serrure 3 points. L'élévation des murs devra arriver en sous-face de toiture afin d'empêcher toute intrusion entre la maçonnerie et la couverture ;
- 1 dalle en béton de 18m² minimum ;
- Le tout sous un carbet.

Le local fermé comprendra 1 paillasse avec évier double bac inox « grande taille », et 5 PC. 3 prises supplémentaires seront positionnées dans la partie extérieure.

25.5. REPERE 5 – BATIMENT TOILETTES

Le titulaire devra la livraison d'un bâtiment à usage de toilettes ; Cet ouvrage sera à l'extérieur de la zone clôturée et comportera à minima 6 WC à l'anglaise avec réservoir et système double chasse d'eau et 2 urinoirs, ainsi qu'un robinet de puisage en extérieur.

Chaque WC sera isolé par des cloisons en blocs de ciment ou en parois stratifiées et comportera une porte en bois ou en stratifié. 2 des 6 WC, destinés à l'encadrement, comporteront un système de fermeture afin d'empêcher les stagiaires d'y avoir accès. Un exemple d'organisation est proposé en annexe 1.

Le réseau d'adduction d'eau pompera l'eau dans la rivière des pirogues et la stockera dans un réservoir de manière à ce que les chasses puissent se remplir par gravité ou par surpression selon proposition du titulaire. Il est proposé au titulaire la réutilisation du plus petit des réservoirs existants à cet usage. Ce réservoir devra être équipé d'un système de remplissage automatique.

25.6. REPERE 6 -ZONE TECHNIQUE

25.6.1. TRAITEMENT DES EU-EV

Le titulaire devra prendre en compte le traitement des EU-EV et dimensionner l'installation en fonction des éléments communiqués à l'article 24.2.1. Le réseau sera obligatoirement gravitaire. L'entreprise est autorisée à proposer une variante pour le stockage/traitement des EU-EV. La cuve ou fosse sera enterrée, avec une dalle béton en surface et tampon de visite en fonte.

25.6.2. ZONE GROUPE ÉLECTROGÈNE

L'alimentation électrique du site sera assurée par un GE triphasé d'une puissance de 15 KVA lors des périodes d'activation du site. Il est demandé :

- La création d'une dalle de 3 x 2,5 mètres
- La pose d'un raccordement à la terre. La valeur de terre devra être inférieure à 50 ohms
- La pose d'une armoire électrique en muret technique, avec une prise de raccordement au GE de type HYPRA IP 55 – 380 V – 63 A, y compris tous les disjoncteurs et départs nécessaires

25.7. REPÈRE 7 – ZONE DE STOCKAGE

Les deux TC 20 en place seront déplacés sur une nouvelle zone, de 6 mètres par 10. Un 3^{ème} TC 20 dit « dernier voyage » sera fourni et mis en place, de telle sorte qu'un espace libre de 2.5 mètres soit aménagé entre deux TC 20. Les TC 20 seront posés sur plots béton ou longrines au choix de l'entreprise.

Il sera aménagé sur chaque TC 20 une ventilation haute et basse, y compris pose de grille de protection anti insectes.

L'ensemble sera équipé d'une surtoiture, avec débord de 1,2 m en façade et 20 cm sur les autres faces.

25.8. REPÈRE 8 – ZONE EAU SANITAIRE

Cette zone est dédiée à l'approvisionnement en eau sanitaire des douches, lavabos et évier. La réutilisation de la cuve déjà en place est demandée.

Création d'une dalle béton, comportant une zone de 6,5m par 3 pour y poser un plateau routier avec une bâche souple 7 à 9 m³. A côté, mise sous couverture de la cuve à eau et du système de surpression sous abri en agglomérés de béton. Ce système comprendra 2 surpresseurs adaptés au volume d'eau à fournir, et d'un système permettant de raccorder la cuve à la bâche souple avec un pompage inversé. Il comprendra enfin un ballon à vessie et système anti béliet.

25.9. REPERE 9 – ANCIEN BATIMENT INSTRUCTEURS

La couverture, la charpente, les menuiseries et les murs seront entièrement déconstruits pour ne garder que la dalle. Une chape sera si nécessaire posée afin d'amener le niveau fini à +10 cm du terrain naturel. Une structure type carbet sera mise en œuvre conformément au § 24.2.7.

Ce carbet comportera de l'éclairage en quantité suffisante et 2 PC.

25.10. REPÈRE 10 – CARBET EXISTANT

L'ensemble des bois de cette section seront traités contre les xylophages et hydrofuge. La couverture sera conservée. Mise en place d'éclairage en quantité suffisante et de 4 PC répartis en deux points du carbet.

En option 1, l'entrepreneur proposera la réalisation d'un muret de 1,1 m de hauteur ceinturant la dalle, avec une ouverture de 1,5 m à l'avant et à l'arrière.

25.11. REPÈRE 11 – PARKING « EXTERIEURS »

Réalisation d'une extension de 150 m², en aire stabilisée, du parking « Extérieurs ». Le titulaire devra, au préalable, effectuer le défrichage et le nettoyage complet de la zone concernée.

ARTICLE 29. - CONTROLES

29.1. LORS DE LA PHASE DE PREPARATION

Il sera fourni l'ensemble des fiches produits, notes de calculs, plannings, plans d'exécution et documents divers jugés nécessaires par le Moe.

29.2. EN PHASE CHANTIER

Le Moe procédera notamment au contrôle de la nature et la quantité des produits et matériaux utilisés.

L'entrepreneur devra remettre au Maître d'œuvre, à l'issue des travaux, **un rapport de chantier** récapitulant les différentes phases de travaux et comportant obligatoirement la coupe géologique et la coupe technique de l'ouvrage.

L'original du cahier de chantier sera remis, une fois les travaux terminés, au maître d'œuvre.

Les rapports journaliers du cahier de chantier contiendront toutes les mesures de contrôle effectuées pendant les travaux.

Le DOE sera transmis dans les deux mois sous forme numérique